

Cameroun : une démocratisation étouffée

Élodie Ekobena

Numéro 801, mars-avril 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90292ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ekobena, É. (2019). Cameroun : une démocratisation étouffée. *Relations*, (801), 10-11.

Pour un filet social fort

Alors que le gouvernement caquiste annonçait en janvier dernier de nouvelles vagues de compressions dans plusieurs ministères malgré les importants surplus budgétaires, la Coalition main rouge et la campagne Engagez-vous pour le communautaire ont lancé un appel à la mobilisation. Les deux regroupements réclament un réinvestissement massif dans les services publics et un meilleur soutien des organismes d'action communautaire autonome. Le 20 février dernier, à l'occasion de la Journée mondiale de la justice sociale, des actions et manifestations ont été organisées dans plusieurs régions du Québec. Voir <nonauxhausses.org>.

Hausse des crimes haineux au Canada

Les crimes haineux déclarés par la police ont connu une forte augmentation en 2017, selon les nouvelles données compilées par Statistique Canada. Au total, 2073 crimes haineux ont été déclarés, contre 1409 en 2016, une hausse de 47% en grande partie attribuable aux crimes contre les biens (vandalisme, graffitis, etc.) motivés par la haine des juifs, des musulmans et des Noirs. C'est en Ontario (+67%) et au Québec (+50%) que l'augmentation a été la plus marquée. Fait important, les crimes contre les musulmans sont en forte hausse : au Québec, ils ont presque triplé par rapport à 2016, et une grande partie ont été déclarés en février 2017, le mois suivant l'attentat à la grande mosquée de Québec. Si, dans l'ensemble, ces augmentations peuvent en partie s'expliquer par une hausse des signalements faits par le public, il reste qu'une grande proportion des crimes haineux répertoriés lors du dernier recensement n'ont pas été dénoncés à la police.

celles et ceux qui fuient des guerres, des dictatures ou des désordres politiques; l'errance dans des parcours précaires; la vulnérabilité face aux trafiquants de toutes sortes; et la mort qui guette celles et ceux qui tentent de traverser malgré tout les frontières terrestres et maritimes, comme l'ont rappelé avec émotion et dignité les nombreux témoignages de membres de familles de migrants disparus.

Au sujet du pacte de l'ONU, des acteurs présents à Mexico ont pointé le fait que c'est l'Organisation internationale des migrations, récemment intégrée à l'ONU, qui a imposé son paradigme et son vocabulaire, parlant, par exemple, de «bonne gestion des frontières» et de défense de «migrations sûres, ordonnées et régulières». Dotée d'importants moyens financiers et matériels, c'est cette organisation qui coordonne aujourd'hui les rares efforts intergouvernementaux destinés à «réguler» les migrations à une échelle globale, les autres agences et acteurs onusiens étant marginalisés. La dépolitisation des enjeux guette sur ce plan, au profit d'un modèle technocratique de bonne gouvernance migratoire.

Face à tout cela, les organisations réunies à Mexico ont fait le choix d'être aux côtés des personnes migrantes et de leurs familles, en luttant pour le respect de leurs droits fondamentaux et de leur dignité humaine. «Face aux défis migratoires d'aujourd'hui, face à la montée des discours et actes populistes, discriminatoires et racistes, [...] la seule réponse sensée est celle de la solidarité et de l'égalité des droits pour tous», peut-on lire dans la déclaration finale.

Le principe démocratique du *droit aux droits* –éminemment politique et conflictuel– doit être au cœur de nos réflexions sur cette question. Il faut sans cesse l'actualiser, le confronter à de nouveaux contextes historiques qui en redéfinissent à chaque fois les modalités et, surtout, chercher à en approfondir la portée. Car ce dont il est ici question, au final, c'est l'idée, au cœur de la démocratie, que les droits sont toujours conquis de haute lutte. ☺

CAMEROUN : UNE DÉMOCRATISATION ÉTOUFFÉE

Le président Biya, qui dirige le pays d'Afrique centrale depuis 36 ans, vient d'être reporté au pouvoir à l'issue d'élections contestées.

Élodie Ekobena

L'auteure est chargée de projets au secteur Vivre ensemble du Centre justice et foi

Sans grande surprise, le Cameroun a vu son président Paul Biya être réélu pour un 8^e mandat consécutif à l'issue des élections présidentielles d'octobre 2018, entachées d'irrégularités et de maquillages constitutionnels dénoncés par l'opposition. Le président sortant, en poste depuis 1982, l'a ainsi emporté avec



**PRESSE-TOI
À GAUCHE!**

*Une tribune libre
pour la gauche québécoise
en marche !*

www.pressegauche.org



La directrice du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, avec le président camerounais Paul Biya. Photo: FMI/Stephen Jaffe

un score de 71,28%, devant Maurice Kamto, du Mouvement pour la renaissance du Cameroun, Cabral Libii, du parti Univers et Joshua Osih, du Social Democratic Front, qui ont obtenu respectivement 14,23%, 6,28% et 3,36% des voix.

Ce résultat invraisemblable ne reflète pas le vote populaire. Le régime du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) – véritable parti-État – a en effet mis en place tout un système lui garantissant la conservation du pouvoir. Celui-ci s'appuie sur le renforcement des mécanismes de corruption électorale datant de la colonisation, sur une mobilisation des élites administratives et traditionnelles et sur le noyautage d'organes institutionnels manquant de transparence, d'impartialité et de marge de manœuvre, comme l'Élection Cameroun (Élecam) et le conseil constitutionnel. La cooptation, l'intimidation, voire l'emprisonnement des voix dissidentes font aussi partie du lot. Depuis plus de 30 ans, ce système sape ainsi toute alternance politique.

Le discours du régime en place mise en effet sur la rhétorique sécuritaire, en brandissant le spectre d'une paix menacée par des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. Parmi ceux-ci se trouvent la minorité anglophone au nord-ouest (Bamenda) et au sud-ouest (Buéa), qui affiche des velléités sécessionnistes, et le groupe djihadiste Boko Haram à l'extrême-nord (Maroua).

Dans ce contexte, toute figure d'opposition au régime est assimilée à celle du

«subversif», du «violent», du «casseur», etc. L'ethnicité est aussi instrumentalisée afin d'alimenter la division et d'attiser la peur de la déstabilisation du pays. On est face à des mécanismes de délégitimation et de criminalisation de l'action collective et d'infantilisation de l'électorat, comme si ce dernier était incapable de faire des choix sans être manipulé par l'opposition.

Cette rhétorique apparaît dès lors comme une manière détournée d'étouffer toute critique du bilan peu reluisant du président Biya dans la gestion des conflits qui s'enveniment avec la minorité anglophone et avec Boko Haram, mais aussi en matière socioéconomique: accès difficile aux services de base, inflation galopante, chômage endémique, criminalité en hausse, etc.

Ces carences sont par ailleurs accentuées par les politiques d'austérité dictées, depuis les années 1990, par les institutions financières internationales. Les conditions intransigeantes des Politiques d'ajustement structurel ont en effet accru la pauvreté et les inégalités. De plus, la dite communauté internationale, prompt à se faire entendre actuellement sur la question électorale en République démocratique du Congo, est restée complaisante et silencieuse. La France, par exemple, s'est précipitée pour féliciter le président élu. Ce qui fait dire à l'intellectuel camerounais Achille Mbembe que «la stratégie d'Emmanuel Macron, ici, est celle d'une cécité calculée vis-à-vis d'un régime qui est en train de pourrir sur

pied. Cela n'a rien de surprenant, c'est conforme à la complicité dont la France a toujours fait preuve avec tous ces satrapes¹».

Dès lors si la voie des urnes est verrouillée devant une «communauté internationale» indifférente et tributaire des puissances tutélaires du pays, quelles voies de libération restent possibles? À cet égard, le scrutin d'octobre dernier, malgré son issue prévisible, donne des raisons d'espérer. Car il a révélé un grand désir de changement au sein du peuple camerounais, après 36 ans d'incurie. Au-delà de l'émergence de nouvelles figures d'opposition, la mobilisation de la population à travers divers modes et lieux de rassemblement montre que les Camerounais n'ont pas délaissé la scène politique de leur pays. Et ce, même s'ils doivent composer avec un bloc qui a accaparé les postes clés de la vie sociale et politique et dont la moyenne d'âge est de 70 ans.

Dans un pays constitué d'une mosaïque de cultures et comptant environ 280 langues, Achille Mbembe propose une série de réformes misant d'abord sur la création «d'un véritable mouvement social multi-ethnique, multi-classe, multiconfessionnel réunissant autour d'objectifs communs, la mise en place des mécanismes concernant la fédéralisation et la régionalisation des pouvoirs²». On pourrait aussi ajouter qu'une refonte complète et décoloniale de l'exécutif, du législatif et du judiciaire s'impose également, de même que la reconnaissance de la mémoire anticolonialiste de ceux et celles qui ont contribué à la lutte pour l'indépendance du pays – et ce, tant face à la France qu'au Royaume-Uni – et la nécessité de s'inscrire dans un mouvement panafricain. La mise en place d'un système politique confédéral et pluraliste, tel que plaidé depuis plusieurs années notamment par la minorité anglophone, irait dans le sens de ces réformes, même s'il ne faut pas perdre de vue les intérêts extérieurs qui cherchent à alimenter les divisions. ©

1. Achille Mbembe, «Paul Biya ne tient que par la violence et les prébendes», *L'Humanité*, 3 octobre 2018.

2. Achille Mbembe, «Au Cameroun: le changement ne viendra pas des urnes», *Jeune Afrique*, 27 octobre 2018.